



**Syndicat National de la DGFIP**

**FORCE OUVRIERE**

**Section de l'Aveyron**

[fo.ddfip12@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:fo.ddfip12@dgfip.finances.gouv.fr)  
<http://www.fo-dgfip-sd.fr/012/>

Rodez, le 18 janvier 2019

## Déclaration liminaire :

Monsieur le Président,

En deuxième convocation, nous venons pour la désormais traditionnelle réunion de massacre des emplois dans notre administration, avec comme déclinaison locale la suppression de 11 emplois pour 2019... 2130 au niveau national, soit 47 % de l'ensemble des suppressions dans la Fonction publique.

Tout d'abord, notons que la répartition des suppressions est une fois de plus dominée par la contribution du département. -10,5 emplois au titre de l'effort... Et oui, notre ministère doit une fois de plus être exemplaire dans ce domaine. Depuis le temps, on voit bien que nos dirigeants qui se succèdent ne connaissent rien au travail effectué par leurs agents. Et comme les médias sont sous le joug de grands mentors favorables au pouvoir, le message rassurant de nos têtes dirigeantes passe haut et fort.

Comptablement, le département s'est déjà vu amputer par le passé de 11 emplois en 2017, 12 en 2016, 10 en 2015, 11 en 2014, 8 en 2013, 8 en 2012. 71 emplois en 7 exercices, soit la suppression de la Direction départementale de la place d'Armes...

La situation actuelle prouve bien cette manière de faire. Le PAS, version Darmanin, se déroule sans bug. Et dans le même temps, on compte déjà plus d'un million d'appels aux centres de contact débordés. Plus de 600 000 visites ont été comptabilisées aux guichets de la DGFIP pas encore fermés. Mais nos administrateurs généraux restent sourds aux premiers couacs. Comme pour le nucléaire, à la DGFIP, il n'y a que des incidents mineurs... Heureusement que la réforme avait été retardée d'un an... sinon, quelle pagaille !

En ce 18 janvier, le gros du PAS n'est pas encore arrivé. Mais 40 000 agents sont rassurés, puisque le « léger surplus de travail » va être indemnisé. Si on compare le montant de cette mesure, soit 8 millions d'euros, au coût de la lettre aux Français de notre « cher président », environ 10 millions d'euros, on se dit qu'une petite augmentation de notre rémunération était sans doute possible. Et au vu des réformes vécues ou à venir prochainement, on voit bien que les 103 000 agents des Finances n'ont pas qu'un léger surplus de travail...

CAP 2022 ne nous pousse pas non plus à l'optimisme. Il faudrait contractualiser et planifier les suppressions d'emplois sur 3 ans. Des hypothèses sont livrées aux directeurs locaux, et à eux d'être imaginatifs ; mais avec comme chien d'aveugle un guidage bien déterminé : on ferme, on regroupe, on rationalise les locaux, on spécifie les tâches, on abandonne les plus faibles... les pauvres n'avaient qu'à faire attention, ils l'ont bien cherché ! Tous des fainéants qui ne font pas d'efforts. Diviser pour mieux régner, quelle belle devise !

Dans ce contexte social dégradé, confirmé par le baromètre social à la DGFIP, nos directeurs généraux aimeraient bien supprimer quelques instances qui tentaient d'apporter des réponses à des situations difficiles vécues par les agents. On sait que ce qu'on pond pour nos services n'est pas beau à voir, alors on va essayer que ça ne s'ébruite pas au sein des CHSCT. Du coup, on économisera un peu de budget à chaque fois. Comme quoi, il n'y a pas de petits profits. En pays de Roquefort, l'expression « manger la laine sur le dos du mouton » prend bien tout son sens.

Mais à Roquefort comme ailleurs dans le département, à quoi va ressembler le réseau aveyronnais de la DGFIP ?

Les cibles annoncées d'unité de 50 ETP, que ce soit pour les SIP, SIE, postes hospitaliers, SPF, vont à l'envers du service public de proximité. Combien seront les laissés pour compte ? Avec la dématérialisation, on oublie allègrement, au niveau national, que 500 000 personnes n'ont pas d'accès à Internet. On oublie aussi que 6 millions de personnes ne s'en servent pas. Ces chiffres et cette vision de dématérialisation forcée sont également dénoncés par le défenseur des droits, déclaration faite en date du 17 janvier 2019 ! Il y est indiqué que ces décisions sont « une dérive qui se traduit pour beaucoup d'utilisateurs par un véritable recul de l'accès aux droits. » Et d'ailleurs, ce rapport s'intitule « Dématérialisation et inégalités d'accès aux services publics ».

Une fois de plus, on fonce tête baissée vers un système qui ne répond qu'à la logique comptable ! C'est ça être visionnaire ? Alors que faire de l'avis des populations, quand bien même elles sont invitées à donner leur vision sur la question des services publics. Sur 2000 aveyronnais interrogés, répartis sur plus de 80 % des communes du département, on note un fort attachement aux Services Publics. La DGFIP fait partie des préoccupations des usagers puisqu'il en ressort l'importance de ses implantations dans les zones rurales et celles de plus grande précarité.

Et avec le recul de la présence de la DGFIP, on s'achemine vers des agences comptables, vers des services payants pour les collectivités. Avec des semblants de points d'accueil, dont la direction générale imagine des formes nouvelles, avec des services de back-office qui pourront être implantés sur des villes qui ne seraient pas le chef-lieu du département ; on se dirige donc vers une administration quasi virtuelle à défaut d'être vertueuse.

Alors dans ce contexte, on en oublierait presque que les salaires de la Fonction publique n'évoluent plus. Il en est plus facile de faire un bref historique. +0,5 % en février 2017, +0,5 % en juillet 2016... et la précédente augmentation datait de juillet 2010. Et pourtant, pour celles et ceux qui écoutent et croient la belle parole dirigeante, les fonctionnaires sont moins nombreux, mais mieux payés. Et dire que l'auteur de cette belle formule est passé par les Finances publiques... Seuls les Shadoks savaient expliquer cette hausse de salaire moyen. Alors continuez de supprimer des catégories C, et les fonctionnaires seront encore mieux payés !

Et que dire des promotions internes qui sont en berne. PPCR a bien berné son monde puisque les augmentations sont financées par les agents eux-mêmes. Le CET a permis à la direction de faire croire à une avancée pour les agents : mais pourquoi n'arrivent-ils plus à poser leurs congés annuels ? Et à la veille de la retraite, ce sont des mois d'absences qui créent le vide dans les services. Les écrêtements sont toujours bien présents mais Bercy s'en frotte les mains : du travail non payé... Si nous étions un pays en voie de développement, les experts étrangers nous alerteraient et nous indiqueraient qu'on va droit à la catastrophe...

C'est donc toujours d'actualité pour  que de revendiquer :

- l'arrêt des suppressions d'emplois et bien au contraire, le recrutement pour assumer les tâches régaliennes.

- le maintien des missions, des structures et du Service Public de proximité.
- le maintien de la séparation ordonnateur-comptable.
- le maintien du principe de séparation assiette recouvrement.
- le respect du principe de gestion publique : à fonds publics, comptes publics.
- le dégel du point d'indice et une véritable reconnaissance salariale.
- le maintien du statut général de la Fonction Publique.



Les représentants FODGFIP-12.